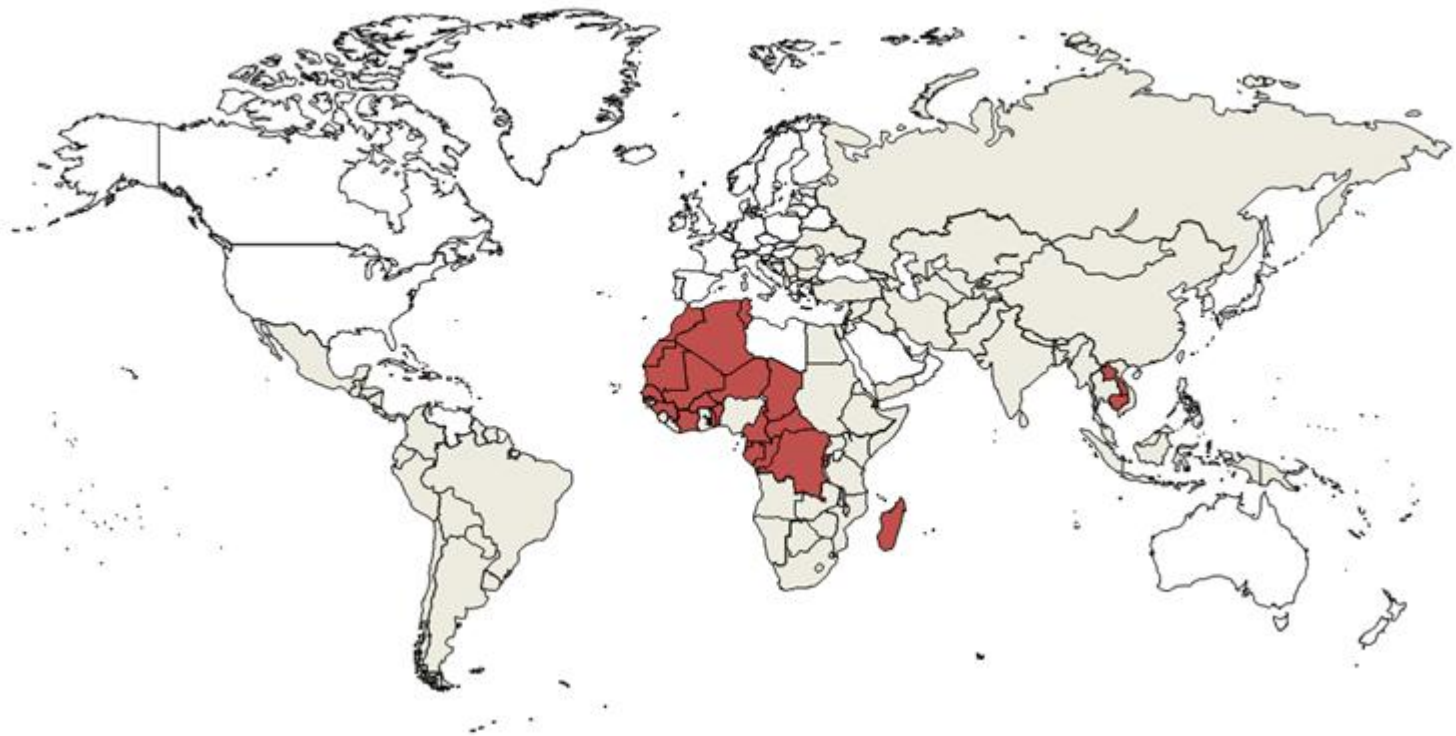


Réunion du Réseau parlementaire de lutte contre le VIH/SIDA

Libreville, Gabon, 2 au 3 octobre 2012
Jan Van Damme

Assemblée parlementaire de la Francophonie



Contenu

1. Aperçu des récents développements au Fonds mondial
2. Bilan de l'engagement du Fonds mondial auprès des pays de la Francophonie
3. Rôle des parlementaires en matière de contrôle des sommes allouées par le Fonds mondial aux pays bénéficiaires

1. Aperçu des récents développements au Fonds mondial

Le Fonds mondial – rappel

- Le Fonds mondial est une institution financière internationale créée en 2002 pour aider les pays à lutter contre trois des maladies les plus dévastatrices de la planète
- Un partenariat sans équivalent entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les communautés touchées
- Une approche novatrice fondée sur le principe d'appropriation par les pays « les pays-mêmes sont au volant » (Prof. Kazatchkine)
- Le Fonds mondial a approuvé des subventions d'une valeur de 24,6 milliards de dollars US pour des programmes dans 151 pays
- 54 % des subventions sont investis dans la lutte contre le VIH; 28 % pour le paludisme; et 18 % pour la tuberculose.
- Bref aperçu des résultats auxquels le Fonds mondial a contribué, avec l'aide de ses partenaires:
 - 1) Recul du nombre d'infections à VIH de 3,1 millions en 2001 à 2,7 millions en 2010
 - 2) Forte augmentation de la proportion des ménages équipés de moustiquaires imprégnées en Afrique subsaharienne, qui est passée de 3% en 2000 à 45% en 2010
 - 3) Les taux de détection de la tuberculose sont passés de 43% en 2000 à 65% en 2010

Résultats obtenus dans la lutte contre le VIH à l'aide des subventions du Fonds mondial

- 12,4 milliards de dollars en subventions approuvés pour 147 pays
- 3,6 millions de personnes reçoivent des antirétroviraux (ARV)
- 5,2 millions reçoivent des services Tuberculose/VIH
- 1,5 millions de femmes ont reçu un traitement prophylaxie/ARV pour prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant
- 27 millions d'activités de prévention communautaires ciblant les populations les plus exposées aux risques ont été délivrées

Le Fonds mondial a 10 ans: un bilan

- Ces 10 ans ont démarré avec le besoin de répondre rapidement à une situation d'urgence, laissant une liberté considérable aux pays bénéficiaires en respect du principe d'appropriation des programmes par pays.
- Ces 10 ans ont été marqués par une explosion des fonds mis à disposition du Fonds mondial, notamment par les Etats-Unis et la France, 1^{er} et 2^e bailleur de fonds, mais également par d'autres donateurs francophones tels que le Canada, la Belgique, la Suisse et le Luxembourg.
- Dans certains cas, ces fonds ont été décaissés en masse aux pays bénéficiaires, sans tenir compte de la capacité d'absorption des pays.
- Le résultat est qu'en 10 ans, le Fonds mondial a contribué à des résultats impressionnants, certes, mais en même temps a vu naître des difficultés de supervision et de bureaucratie dû à la croissance exponentielle du portefeuille.

2011/2012 – les années charnière

- 2011 était marquée par une vague de détection de détournement de fonds par l'Inspecteur Général du Fonds mondial, résultant dans une attention accrue des médias; dans la rétention des contributions de certains donateurs; dans l'annulation de la Série 11 des appels à proposition; et finalement dans la démission du Directeur exécutif.
- Un Comité de Haut-niveau, indépendant, et assemblé à l'initiative du Fonds, a décidé qu'une transformation profonde de la structure et du fonctionnement du Fonds mondial était nécessaire afin d'en assurer sa survie.
- Le Conseil d'Administration a pris les choses en main et a nommé un Directeur Général qui - avec un mandat de 12 mois - avait comme seule et unique tâche de mener cette transformation à bon port, afin de regagner la confiance de la communauté internationale.

La transformation - but

Sans toucher à la mission, la vision, les valeurs et les principes fondateurs du Fonds mondial, la transformation vise à changer la manière dont on fait les choses:

- 1) Remettre l'accent sur les populations en besoin et non pas sur le fonctionnement du Secrétariat à Genève;
- 2) Redevenir ce financier 1^e classe qui soit agile et proactif, et qui a des procédures claires, efficaces et flexibles;
- 3) Servir nos bénéficiaires avec un meilleur équilibre entre encourager et contrôler;
- 4) S'interroger plus sur le sens de nos investissements, en mesurant l'impact de nos subventions sur la vie des personnes.

Entretemps, un mécanisme de transition a été mis en place pour garantir la continuation des services essentiels dans ces pays bénéficiaires où les subventions du Fonds mondial s'approcheraient de la fin de leur cycle de vie.

La transformation – 3 piliers

La transformation compte atteindre ces objectifs en agissant essentiellement sur 3 domaines:

- 1) S'organiser de manière différente pour rendre un meilleur service
 - > Ceci se traduit par une restructuration substantielle du Secrétariat à Genève.
 - > En effet plusieurs secteurs ont subi des modifications importantes, afin d'obtenir 75 % du personnel dédié directement à la gestion des programmes
 - > Election nouveau Directeur exécutif
- 2) Investir de façon plus stratégique
 - > Le Conseil d'Administration est actuellement en cours de réviser le modèle d'allocation des fonds et devrait prendre une décision sur le nouveau modèle lors de sa prochaine réunion au mois de novembre
- 3) Faire une meilleure gestion des programmes
 - > Le Secrétariat est actuellement en cours de réviser la procédure d'application pour les subventions, ainsi que le mode de mise en œuvre et de l'évaluation des programmes

Un retour plutôt positif

- Le dialogue entre le Secrétariat, les partenaires, les donateurs et les pays bénéficiaires s'est intensifié.
- La confiance retourne: les donateurs paient leurs contributions, certains comme les Etats-Unis ou la Norvège même plus tôt que d'habitude; certains d'autres comme la Suisse même au-delà de leur promesses de don.
- Avec la Revue à mi-parcours de la 3^e Reconstitution des ressources - une réunion qui sera organisée et financée par la Suisse le 16 novembre prochain à Genève - nous allons ouvrir l'année préparatoire pour le 4^e cycle de reconstitution des ressources 2014-2016. Cette année de préparation culminera dans la Conférence d'annonce de promesses de dons pour 2014-2016, événement auquel le Fonds mondial saura définitivement si elle aura regagné la confiance internationale.
- Je vous rappelle que lors de la dernière Conférence d'annonce de promesses de dons, en 2010, le Fonds mondial avait récolté plus de 9 milliards de dollars en promesses fermes pour 2011-2013. L'objectif serait bien sûr d'égaliser ce niveau, même si les circonstances économiques et budgétaires de certains pays donateurs ne sont toujours pas optimales.

2. Bilan de l'engagement du Fonds mondial auprès des pays de la Francophonie

Les pays francophones: mise en perspective

Quelques chiffres:

- # de pays: sur un total de 130 pays dans lesquels le Fonds mondial a des subventions actives, 25 pays sont francophones, soit 19 %
- # de subventions: sur une totalité de 518 subventions actives, 119 se situent dans des pays francophones, soit 23 %
- # de dollars approuvés: alors que le budget total approuvé pour toutes les subventions actives est de 12,2 milliards de dollars, le budget approuvé pour celles des pays francophones est de 2,6 milliards, soit 21 %
- # de dollars décaissés: sur une somme totale de 8,6 milliards de dollars en décaissements, 1,5 milliards ont été versés en faveur des subventions actives dans les pays francophones, soit 17 %

Conclusion:

Quand on regarde les subventions actives pour les pays francophones, aussi bien en termes de nombre de pays subventionnés, le nombre des subventions, leur montant approuvé et les sommes versées, nous avons à faire à environ 1/5^e, voire 1 quart du portefeuille global du Fonds mondial, ce qui est quand même considérable.

Pays francophones: distribution au sein du portefeuille actif

- Parmi les 2,6 milliards de dollars en budget approuvé pour les subventions actives des pays francophones:
 - 45 % (soit 1,2 milliards de dollars) sont alloués au VIH ;
 - 44 % au paludisme;
 - 8 % à la tuberculose ; et
 - 3 % au renforcement des systèmes de santé (RSS)
- Parmi les bénéficiaires principaux (RP) de ces subventions:
 - 64 % sont des gouvernements;
 - 21 % sont des ONG;
 - Les 15 % restants sont partagés entre les organisations religieuses et confessionnelles, les partenaires bilatéraux et multilatéraux, et enfin le secteur privé

Pays francophones: distribution au sein des subventions de lutte contre le VIH

Nos analyses des subventions de lutte contre le VIH dans les pays francophones nous donnent la répartition des dépenses suivante:

- 1) Prévention: 30 %
- 2) Contribution à un environnement favorable: 25 %
- 3) Soins: 23 %
- 4) Prise en charge et soutien: 11 %
- 5) Renforcement des systèmes de santé: 11 %

Pays francophones: résultats parlants - histoire de succès

1. Quand on regarde l'évolution des résultats par maladie dans les pays francophones, depuis 2006, on s'aperçoit qu'on a obtenu des résultats véritablement remarquables:

- VIH/SIDA: alors qu'en 2006 on était juste en-dessous de la barre de 100'000 personnes sous antirétroviraux (ARV), fin 2011, 525'000 (plus d'un demi million) de francophones était sous ARV, soit plus que 5 fois plus qu'il y a 5 ans!
- Paludisme: en 2006, les subventions du Fonds mondial avaient permis à distribuer 8 millions de moustiquaires imprégnées et de longue durée; à la fin de 2011, ce nombre cumulatif avait passé à 58 millions, ainsi protégeant 7 fois plus de familles qu'il y a 5 ans!
- Tuberculose: sur 5 ans, le nombre de nouveaux cas de tuberculose à frottis positif, détectés et soignés, a augmenté de 230'000 à plus de 730'000

Pays francophones: résultats parlants - histoire de succès

2. Si on se concentre sur l'Afrique et on compare l'Afrique francophone avec les autres pays subsahariens, les subventions des pays francophones ont des meilleures prestations sur plusieurs plans:

- Alors que les pays d'Afrique francophone ont le même accès que les autres pays d'Afrique subsaharienne, le taux de réussite pour la poursuite de nouveaux financements y est légèrement supérieur (43,30% versus 42,70 % de propositions approuvées)
- A l'exception du paludisme, on note des meilleurs résultats par rapport à la charge de morbidité en Afrique francophone que dans les autres pays subsahariens
 - > Je vous donne l'exemple du VIH: en Afrique francophone, 36 % des personnes vivant avec le VIH sont sous ARV grâce aux programmes soutenus par le fonds mondial, comparé à 25 % pour les autres pays subsahariens

Performance des subventions dans les pays francophones - le revers de la médaille

- 1) En général, les subventions dans les pays francophones ont de moins bonnes notes de performance
 - > Seulement 47 % des subventions dans les pays francophones ont une bonne ou moyenne performance, ce qui est faible comparé aux pays non-francophones où le même taux est de 69%
 - > Ceci a des conséquences importantes pour la vitesse des décaissements dans les pays francophones, puisque - comme vous le savez - le Fonds mondial opère selon un système de financements par tranches, basé sur la performance afin d'encourager la responsabilisation et l'efficacité des bénéficiaires
- 2) L'investissement consenti par personne touchée par l'une des 3 maladies est systématiquement plus élevé dans les pays francophones, en particulier pour le VIH
 - > \$ 756 par personne vivant avec le VIH en Afrique francophone, versus \$ 254 par personne dans les autres pays subsahariens

Raison d'être: doit probablement être cherchée dans le fait que 88 % des pays francophones sont qualifiés de risque «élevé» ou même «extrême»:

- > système politique peu stable
- > faible capacité du système de santé
- > faible infrastructure en général

3. Rôle des parlementaires en matière de contrôle des sommes allouées par le Fonds mondial aux pays bénéficiaires

Dans les pays donateurs

1. Pouvoir de voter le budget et d'influencer la hauteur du montant alloué au Fonds mondial
2. Interroger le Ministre du Développement pour s'assurer que les fonds soient utilisés de la meilleure manière, produisant un impact et des résultats tangibles
 - > Le Fonds mondial est très performant dans ce domaine, rôle du Comité Technique d'Examen des propositions (TRP), les Agents Locaux du Fonds (ALF), allocation axée sur les résultats, politique de transparence: tout est sur le site web du Fonds mondial
 - > Exemple de la Belgique où les questions parlementaires ont poussé le Ministre en 2011 à faire une annonce de promesse de don
3. Contribuer au renforcement du rôle des parlementaires du Sud
 - > Tel que défini dans la Déclaration de Paris et d'Accra
 - > Libérer des ressources dans les pays donateurs pour renforcer la capacité des collègues du Sud pour qu'ils puissent assumer ce rôle de supervision de la manière la plus efficace possible

Dans les pays bénéficiaires

1. Supervision et contrôle des sommes allouées au pays: «les yeux et les oreilles du Fonds sur le terrain»

- > Pour respecter et stimuler l'appropriation des programmes par pays, le Fonds mondial n'a pas de présence sur le terrain et compte sur des partenaires clef, locaux, tels que les parlementaires.
- > L'appropriation des programmes par pays signifie également que la politique à mener pour développer le pays en matière de santé soit déterminée par le pays-même, qui est - comme vous le savez - le résultat d'une coopération étroite entre le gouvernement et le parlement.

Dans les pays bénéficiaires

2. Les parlementaires du Sud doivent avoir un accès illimité à toute information concernant les ressources du Fonds mondial qui sont allouées au pays et comment ces ressources sont utilisées

- 1) Transparence du Fonds mondial: tout est sur le site web www.theglobalfund.org - aperçu du portefeuille par pays, approbations, décaissements, résultats, personnes à contacter, ...
- 2) Interroger le Ministre - souvent le Ministère est Réciendaire principal (RP)
- 3) Avoir une étroite relation avec l'Instance de Coordination Nationale (ICN)
 - I. Se réunir régulièrement avec l'ICN
 - II. Inviter l'ICN à apparaître devant un comité parlementaire approprié afin de l'interroger sur les programmes en cours
 - III. Considérer éventuellement de désigner un parlementaire à devenir membre de l'ICN - d'habitude un représentant d'un comité multiparti qui se concentre sur une des 3 pandémies

Si difficultés de s'engager avec l'ICN - contactez le Conseiller principal des affaires parlementaires, Svend Robinson - svend.robinson@theglobalfund.org

- 4) Les parlementaires ont souvent des informations de première main quant à la manière dont les fonds sont utilisés dans leurs circonscriptions respectives, ainsi que des difficultés et défis de mise en œuvre des programmes;

Dans les pays bénéficiaires

3. Tendre la main à la société civile, qui trop souvent est considérée comme l'ennemi du parlement, mais qui est pourtant elle-aussi un partenaire clef du Fonds mondial:

- 1) Souvent les ONG sont sous-réциpiendaires; souvent très proches de la population;
- 2) Exemple de coopération exemplaire entre le gouvernement, le parlement et la société civile: Pays-Bas
- 3) Le Forum de partenariat: présente une bonne opportunité, une plateforme de dialogue entre la société civile et les parlementaires
 - > Brésil 2011: + de 35 parlementaires ont participé, dont une douzaine de francophones
 - > Le prochain sera en 2014 (lieu/date encore inconnus)